



Available online at www.sciencedirect.com

SCIENCE @ DIRECT®

Géographie, Économie, Société 5 (2003) 223–242

géographie
économie
société

www.elsevier.com/locate/geesco

Culture et emploi dans l'Aire Métropolitaine de Lisbonne. La composante du secteur économique de la culture ☆

Culture and employment in the Lisbon Metropolitan Area. The component of cultural industries

Eduardo Brito Henriques *

*Département de géographie et centre d'études géographiques de la faculté de lettres, université de Lisbonne,
(CEG-UL), Fac. de Letras, Cidade Universitária, 1690-219 Lisboa, Portugal*

Reçu le 10 décembre 2002 ; reçu en forme révisée le 2 mars 2003 ; accepté le 10 mars 2003

Résumé

Cet article analyse la situation actuelle et les dynamiques récentes de l'évolution du secteur économique de la culture (SEC) dans l'aire métropolitaine de Lisbonne (AML).

Deux observations ressortent de l'étude effectuée. La première, c'est la constatation qu'il s'agit d'un secteur en pleine expansion et affirmation, étant donné que la plus grande partie des activités, dont on connaît l'évolution, a enregistré, dans les années 1990, une croissance importante d'emplois nettement supérieure à la moyenne de l'AML. L'autre constatation renvoie à des questions plus territoriales, correspondant à la vérification qu'il y a une forte tendance de concentration géographique de ces activités et de l'emploi qu'elles génèrent, étant tous 2 fortement polarisés par la ville de Lisbonne. La tendance de déconcentration géographique, avec le développement de la spécialisation de zones différenciées dans la périphérie, apparaît, en tous cas, comme une des tendances les plus visibles de l'évolution récente de ce secteur, fait qui est analysé dans la conclusion, du point de vue de ses conséquences pour les politiques urbaines.

© 2003 Éditions scientifiques et médicales Elsevier SAS. Tous droits réservés.

☆ Recherche financée par le projet *Repensar Portugal na Europa. Perspectivas de um País Periférico* (Praxis XXI 2/2.2./MAR/1743/95), en cours dans le CEG-UL.

* Auteur correspondant.

Adresse e-mail : eduardo.b.h@mail.doc.fl.ul.pt (E. Brito Henriques).

Abstract

The cultural industries have been object of a growing interest in the last years. This paper attempts to look at the present situation of cultural industries in the Lisbon metropolitan area (AML), as well as to the main trends of its evolution during the 1990s.

Two main conclusions emerged from the analysis made. Firstly, we concluded that cultural industries are steadily increasing, showing growing rates above the AML average. Secondly, a high degree of spatial concentration of activities and jobs could also be observed, having as its main focus the municipality of Lisbon. In spite of the pattern shaped by the location of cultural industries, one of the most important trends detected has been the deconcentration of activities, with the development of different specialisations in peripheral areas. Their implications on the urban policies are analysed in the last section of the paper.

© 2003 Éditions scientifiques et médicales Elsevier SAS. Tous droits réservés.

Mots clés : Secteur économique de la culture ; Industries culturelles ; Emploi ; Politiques urbaines

Keywords: Cultural industries; Employment; Urban policies

1. Introduction

L'importance économique des activités culturelles est aujourd'hui génériquement reconnue. Diverses études, effectuées pour la plupart aux échelles régionale et urbaine, ont démontré que la production et la consommation de biens et services culturels organisent aujourd'hui un secteur économique d'une importance non négligeable, que ce soit en termes de richesse créée ou d'emplois (Zukin, 1995 ; Scott, 1996, 1997 ; ETC, 1997 ; DG X/CE, 1998 ; *Arbeitsgemeinschaft Kulturwirtschaft*, 1999 ; Dziembowska-Kowalska et Funck, 1999 ; entre autres). On relève également beaucoup d'exemples de politiques de développement local, apparues surtout au cours des années 1990, où l'encouragement des activités culturelles a été assumé comme l'un des axes prioritaires d'action (cf., par exemple, Hudson, 1995 ; Ruggiero, 1999 ; Brown et al., 2000 ; Haarich et Lenfers, 2000).

Presque tous ces travaux, toutefois, se sont appuyés sur l'étude de régions urbaines de pays centraux ou d'anciennes zones industrialisées en restructuration. On peut dire la même chose en ce qui concerne la majorité des cas de politiques de développement local étudiés qui ont privilégié dans leurs stratégies des mesures d'appui aux activités culturelles, que ce soit à travers la réalisation de grands événements, la construction d'équipements emblématiques ou le pari associé à la création des conditions d'infrastructures pour la croissance des activités plus intensives en technologie, comme l'audiovisuel ou le multi-média. On sait donc que, dans ces cas — c'est-à-dire, dans les économies les plus développées, celles qui possèdent des marchés culturels internes de plus grande taille et très exigeants, bien insérées au plan international et participant activement aux flux majeurs de personnes et d'informations, et occupant, de ce fait, des positions de contrôle dans ce réseau — la culture, ou, dit d'une façon plus générique, l'ensemble des activités qui visent la production et distribution de symboles et d'images, configure dans le présent l'un des secteurs économiques les plus dynamiques, avec des taux de croissance de l'emploi très supérieurs à la moyenne de l'économie. Il ne faut donc pas s'étonner si de nombreuses

régions dans ces pays, en particulier certaines zones sensibles touchées par la désindustrialisation, mais aussi les grandes métropoles, qui cherchent à devenir plus compétitives, à améliorer les environnements urbains et à découvrir de nouvelles vocations, etc., aient trouvé, dans l'encouragement de ces activités, une voie possible pour la revitalisation économique souhaitée, la reconversion fonctionnelle et la valorisation territoriale, lesquelles, dans la majorité des cas, ont été couronnées de succès.

La connaissance de ce qui se passe dans des contextes périphériques ou semi-périphériques est bien différente, et le rapport de la culture avec l'économie est encore un thème qui mérite toute l'attention dans ces régions aussi (Brito Henriques et Thiel, 1997). Le but de cet article consiste à analyser la situation des activités culturelles de l'aire métropolitaine de Lisbonne (AML), une métropole périphérique dans le cadre européen. L'article se centre surtout sur l'évaluation de son importance dans l'emploi régional et la forme comme celui-ci s'organise territorialement, à l'échelle locale. En ce qui concerne la région choisie, la justification est facile : l'AML représente la plus grande agglomération urbaine portugaise de même que le principal centre économique du pays, — i.e., là où se concentrent les activités les plus innovatrices, les segments les plus qualifiés de l'emploi et, corrélativement aussi, les groupes des classes moyennes dont les consommations sont plus exigeantes et différenciées. Elle réunit donc des conditions particulièrement favorables au développement de la fonction culturelle et elle offre une densité et une variété d'activités économiques liées à la culture sans équivalent sur le territoire national (cf., sur cette forte concentration des fonctions culturelles et des causes qui la déterminent, Costa, 1999).

Une recherche comme celle que nous prétendons mener à terme ici se heurte, au départ, à 2 difficultés. La première concerne la délimitation même de l'objet d'étude. Il n'existe pas de consensus sur les activités qui doivent être considérées comme relevant du secteur culturel. Dans une perspective plus restrictive, on peut se limiter seulement aux activités liées aux arts, aux lettres et à l'audiovisuel ; mais certains auteurs optent pour un concept plus large, sous lequel sont incluses les activités du design et de la publicité. Les disparités conceptuelles sont d'ailleurs encore renforcées par des « importations » pas toujours rigoureuses des termes utilisés dans la littérature anglo-saxonne (l'utilisation du terme *cultural industries* en est un exemple). Dans un travail antérieur, où nous avons discuté ces questions et suggéré quelques hypothèses conceptuelles et méthodologiques pour l'opérationnalisation de la recherche dans ce domaine, nous avons proposé l'utilisation du concept de *secteur économique de la culture (SEC)* pour désigner, grosso modo, ce que les auteurs de langue anglaise appelle *cultural industries* (Brito Henriques, 2000). Le *SEC*, comme nous l'avons alors défini et dans le sens que nous allons utiliser ici, concerne non seulement les industries culturelles stricto sensu — les activités qui concernent la production de biens et qui ont une forme d'organisation du travail typiquement industriel —, mais aussi un vaste ensemble d'autres activités du secteur des services et du commerce, associées à la filière de la culture, c'est-à-dire qui ont en commun le fait d'être liées avec les arts et la production ou la consommation d'images et de symboles. On considère également que le *SEC* se différencie du *secteur social de la culture*, vu que le premier se limite aux activités orientées par les principes du marché et qu'il vise le profit (secteur privé), et le dernier, aux activités qui fonctionnent au sein d'une logique de service public ou qui ont d'abord une fonction sociale.

Pour l'identification des activités qui composent le *SEC*, nous nous sommes proposés de suivre la solution préconisée par la littérature allemande (*Arbeitsgemeinschaft Kulturwirtschaft*, 1999), en l'adaptant en fonction des limitations des sources statistiques portugaises et du système de classification des activités économiques (CAE) qu'elles suivent (Brito Henriques, 2000). Nous avons identifié ainsi, suivant ce critère, 5 branches essentielles :

- celle du livre et de la presse, incluant l'édition, l'impression et la distribution (grossistes et détaillants) ;
- les industries de la musique et de l'audiovisuel, qui intègrent la production de contenus, la télévision, les industries de production de *hardware* et leur distribution ;
- les arts plastiques et performatifs ;
- le secteur de la publicité, dont la présence est justifiée par son association à la production de symboles ;
- et l'architecture (Tableau 1).

En plus des problèmes conceptuels qui apparaissent dès le début de l'étude du secteur culturel, il faut tenir compte ensuite des difficultés méthodologiques qui découlent de l'inadéquation des sources de statistiques aux spécificités du secteur. Dans le cas portugais, les critères d'organisation de la CAE ne permettent pas d'individualiser — même au degré le plus bas de désagrégation — toutes les activités qui, théoriquement, devraient être considérées dans le *SEC*, étant donné que beaucoup sont diluées dans des classes résiduelles. Par conséquent, diverses activités, que l'on devrait inclure, mais qu'il est impossible d'individualiser dans les statistiques, restent omises, comme c'est le cas de la fabrication d'instruments de musique, du commerce de gros de l'équipement audio, de la location de cassettes vidéo, ou, dans le cas des arts plastiques, du commerce des œuvres d'art et des antiquités. Les 35 activités identifiées finissent par être, par conséquent, une partie visible de l'univers du *SEC*.

2. L'emploi dans le secteur économique de la culture de L'AML

2.1. Dimension, structure et dynamique récente

Compte tenu des activités du *SEC* susceptibles d'être identifiées dans la CAE, et partant de l'information des tableaux des effectifs du Ministère du Travail et Solidarité (MTS)¹, on peut considérer que l'emploi dans le *SEC* atteignait en 1997, dans l'ensemble de l'AML, 38 910 travailleurs, ce qui équivaut à 3,8 % du total de l'emploi déclaré dans la région et 53,6 % des emplois connus dans ce secteur pour l'ensemble du Portugal continental. Même si ce nombre est en lui-même important, il faut croire qu'il reste assez en deçà des chiffres de l'emploi réel dans ces activités. En effet, il y a, d'un côté, tout l'aspect du travail informel et indépendant qui, bien qu'il soit important dans beaucoup de domaines du *SEC* (par exemple, dans l'audiovisuel ; dans les arts plastiques ; dans l'activité littéraire et journalis-

¹ La source est loin de couvrir exhaustivement l'univers du *SEC* bien que ce soit, parmi celles qui existent, la seule qui corresponde avec un minimum d'adéquation aux exigences de l'objet d'étude. L'information est réunie à partir des tableaux des effectifs que les entreprises envoient au Ministère du Travail et Solidarité pour la sécurité sociale, envoi qui est facultatif pour les entreprises du secteur public.

Tableau 1
 Activités du secteur culturel identifiées dans la CAE

| Branche du secteur culturel | Activité | Code CAE | | |
|--|---|---|---|-------|
| Livre et presse | Édition | Édition de livres | 22110 | |
| | | Édition de journaux | 22120 | |
| | | Édition d'autres publications non quotidiennes | 22130 | |
| | | Éditions non spécifiées | 22150 | |
| | Impression et activités associées | Impression de journaux | 22210 | |
| | | Impression non spécifiée | 22220 | |
| | | <i>Encadernação</i> et finition | 22230 | |
| | | Composition et autres préparations de l'impression | 22240 | |
| | | Activités associées à l'impression non spécifiée. | 22250 | |
| | Distribution et vente | Commerce grossiste de livres, magazines et journaux | 51472 | |
| | | Commerce détaillant de livres | 52471 | |
| | Industrie de la musique et de l'audiovisuel | Production de contenus vidéo | Production de films et vidéo | 92111 |
| | | | Activités techniques de post-production | 92112 |
| Reproduction d'enregistrement de vidéo | | | 22320 | |
| Production de contenus sonores | | Édition d'enregistrement de son | 22140 | |
| | | Reproduction d'enregistrement de son | 22310 | |
| Radio et télédiffusion | | Activités de la radio et TV | 92200 | |
| | | Activités d'agences d'informations | 92400 | |
| Fabrication d'équipement | | Appareils émetteurs (radio, TV, télégraphie) | 32200 | |
| | | Appareils récepteurs de radio, TV et de son | 32300 | |
| Vente d'équip. | | Matériel photographique et cinématographique | 33403 | |
| | Commerce détail. d'instruments de musique et matériel audio | 52452 | | |
| Arts plastiques et performatifs | Distribution et projection | Distribution de films et de cassettes vidéo | 92120 | |
| | | Projection de films et de cassettes vidéo | 92130 | |
| | Activités du théâtre et musicales | 92311 | | |
| | Autres activités artistiques et littéraires | 92312 | | |
| | Gestion de salles de spectacle et activités liées | 92320 | | |
| | Activités taumachiques | 92341 | | |
| | Autres activités de divertissement et spectacle | 92342 | | |
| | Publicité | Études de marché et sondages d'opinion | 74130 | |
| | | Agences de publicité | 74401 | |
| | | Gestion de supports publicitaires | 74402 | |
| Activités photographiques | | 74810 | | |
| Architecture | Organisation de foires et expositions | 74841 | | |
| | Activités d'architecture | 74201 | | |

tique ; dans la publicité, etc.), n'est pas comptabilisé par la source statistique que l'on a utilisée. D'un autre côté, il faut rappeler que ces chiffres ne prennent pas en compte ni les emplois du secteur public ni ceux du secteur privé à but non lucratif, qui, dans des domaines comme les arts performatifs et dans celui de la radio et de la TV pour le secteur public, sont des secteurs importants d'emploi.

Tableau 2

L'emploi dans le secteur économique de la culture dans l'AML, par branche d'activité, en 1997

| Branche d'activité | Salariés | |
|--|----------|-------|
| | Nr. | % |
| Livre et presse | 17 713 | 45,5 |
| Édition | 5709 | 14,7 |
| Impression et activités associées | 9938 | 25,5 |
| Distribution et vente | 2066 | 5,3 |
| Industrie de la musique et de l'audiovisuel | 9699 | 24,9 |
| Production de contenus vidéo | 678 | 1,7 |
| Production de contenus sonores | 135 | 0,4 |
| Radio et télédiffusion | 3776 | 9,7 |
| Fabrication d'équipement | 3477 | 8,9 |
| Vente d'équipement | 765 | 2,0 |
| Distribution et projection de contenus vidéo | 868 | 2,2 |
| Arts plastiques et performatifs | 890 | 2,3 |
| Publicité | 9488 | 24,4 |
| Architecture | 1120 | 2,9 |
| Total | 38 910 | 100,0 |

Source : MTS

À ces 38 910 travailleurs inscrits dans l'AML correspondaient, toujours selon la même source et en continuant à nous référer à l'année 1997, 2494 entreprises, qui totalisaient 2833 établissements. Selon ces données, les petites et très petites entreprises prédominent, lesquelles n'ont généralement qu'un seul établissement, avec une taille moyenne de 14 employés environ.

En détaillant davantage l'analyse, on constate des différences sensibles entre les diverses branches. Dans la branche de la radio et télédiffusion, par exemple, la dimension moyenne des établissements était de l'ordre de 75,5 salariés, tandis que dans l'architecture ou dans la production de contenus sonores elle était, respectivement, de 4,3 et 5,9 personnes employées ; le contraste était encore plus net entre ces dernières et la fabrication d'équipements (industries de la musique et de l'audiovisuel), où la taille moyenne des établissements atteignait les 193,2 employés. Que ce soit la branche de la radio et de la télédiffusion ou celle de la fabrication de *hardware*, elles constituaient toutefois — il faut le souligner — des cas exceptionnels, avec des tailles très supérieures aux autres activités.

Quant à la composition du travail par branche, il faut mettre en lumière, d'abord, le poids élevé du livre et de la presse, qui compte, en 1997, 17 713 actifs, soit l'équivalent à 45,5 % du total des emplois du *SEC* dans l'AML (Tableau 2). Dans l'ensemble du livre et de la presse, c'étaient les activités les plus routinières qui renfermaient le plus de travail manuel — l'impression et les activités associées — et absorbaient le plus grand nombre de travailleurs (9938 actifs). Pour ce qui est de l'édition de publications, en dépit d'une position importante, elle ne représentait pas plus de 14,7 % du total des emplois du *SEC* (5709 actifs). La contribution de la distribution et de la vente des publications était encore plus modeste, branche où s'accroissent des signes de crise dus non seulement à la tendance de recul du marché de la lecture, mais aussi à la concurrence agressive des centres commerciaux (Fonseca et al., 1995), n'atteignant pas plus de 2066 actifs — 11,7 % de

Tableau 3
Établissements du secteur économique de la culture de l'AML, par branche d'activité, en 1997

| Branche d'activité | Établissements | |
|--|----------------|-------|
| | N° | % |
| Livre et presse | 1241 | 43,8 |
| Édition | 281 | 9,9 |
| Impression et activités associées | 767 | 27,1 |
| Distribution et vente | 193 | 6,8 |
| Industrie de la musique et de l'audiovisuel | 417 | 14,7 |
| Production de contenus vidéo | 106 | 3,7 |
| Production de contenus son | 23 | 0,8 |
| Radio et télédiffusion | 50 | 1,8 |
| Fabrication d'équipement | 18 | 0,6 |
| Vente d'équipement | 149 | 5,3 |
| Distribution et projection de contenus vidéo | 71 | 2,5 |
| Arts plastiques et performatifs | 64 | 2,3 |
| Publicité | 851 | 30,0 |
| Architecture | 260 | 9,2 |
| Total | 2833 | 100,0 |

Source : MTS

l'emploi dans le livre et la presse et 5,3 % de l'emploi dans l'ensemble des activités économiques de la culture.

Assez loin du livre et de la presse, mais détenant tout de même une position importante en termes d'emplois du *SEC*, apparaissent 2 autres branches avec un nombre de salariés semblable : la publicité et les industries de la musique et de l'audiovisuel. Dans l'ensemble des activités de la publicité, apparaissent, dans le tableau des effectifs, 9488 personnes, ce qui équivaut à 24,4 % des emplois connus du *SEC* et à environ 1 % des emplois totaux déclarés de l'AML. Le groupe des industries de la musique et de l'audiovisuel, de son côté, absorbait un total de travailleurs légèrement supérieur : 9699 actifs.

Si on regarde la distribution de l'emploi au sein de cette dernière branche en 1997, on constate que les 3/4 environ des 9699 salariés se concentraient dans 2 types d'activités seulement : 3477 actifs travaillaient à la fabrication de *hardware*, fait qui s'explique par la nature d'une activité industrielle intensive en travail (électronique grand public), en particulier dans la phase de montage ; d'un autre côté, 3776 salariés appartenaient à la branche de la radio et télédiffusion, branche qui a connu une période de *boom* dans les années 1990 après la libéralisation de la radio et la démonopolisation de la TV.

L'analyse de la distribution par branche d'activité des établissements localisés dans l'AML corrobore pour l'essentiel l'image résultant des données de la structure de l'emploi (Tableau 3).

La branche qui a le poids le plus fort est de nouveau le livre et la presse, avec 1241 établissements, dont la majorité relève de l'impression et des activités associées. Toujours pour l'année 1997, le nombre d'établissements de la branche de la publicité, qui étaient dans l'ensemble de l'AML, est aussi important : 851 établissements, soit sensiblement 1/3 du total des établissements pris en compte dans le *SEC*. Le nombre d'unités liées aux industries de la musique et de l'audiovisuel était déjà assez faible, n'atteignant même pas la moitié des établissements inscrits dans la branche de la publicité. L'ensemble des

Tableau 4

Évolution de l'emploi dans quelques branches du secteur économie de la culture dans l'AML entre 1990 et 1997

| Branche d'activité | Salariés | | |
|---|----------|------|----------|
| | 1990 | 1997 | var. (%) |
| Édition | 4959 | 5709 | 15,1 |
| Impression | 11549 | 9938 | -14,0 |
| Production de contenus vidéo ^(a) | 456 | 678 | 48,7 |
| Vente d'équipements pour l'audiovisuel | 378 | 765 | 102,4 |
| Distribution et projection de contenus ^(b) | 697 | 680 | -2,4 |
| Publicité ^(c) | 4110 | 8743 | 112,7 |

(a) Sans prendre en compte la reproduction d'enregistrements vidéo.

(b) Sans prendre en compte la distribution de films/cassettes vidéo.

(c) Sans prendre en compte l'organisation de foires et expositions.

Source : MTS

industries de la musique et de l'audiovisuel avait donc un poids sur le total des établissements du *SEC* bien inférieur à ce qui avait été constaté pour l'emploi, fait qui s'explique facilement car celles-ci étaient concentrées en unités de taille beaucoup plus grande que la moyenne du *SEC* (c'est le cas de la radio et de la télédiffusion ainsi que de la fabrication d'équipement).

Malheureusement, il est impossible de réaliser une comparaison complète et fiable des chiffres des emplois du *SEC* avant et après 1994. La révision de la CAE, mise en place cette année, afin de devenir compatible avec les codes de la NACE, a introduit de nouveaux critères dans la classification des activités, modifiant les compositions des groupes. Comparer les données est donc devenu impossible pour beaucoup d'activités, comme la fabrication de récepteurs de radio, TV et appareils de son, le commerce de détail de livres, ou encore l'architecture. D'un autre côté, pour certaines branches — comme celle des arts plastiques et performatifs —, bien qu'il soit possible d'établir une correspondance approximative entre les 2 versions de la CAE, le fait de travailler avec des chiffres assez faibles d'emplois, là où une variation de quelques personnes peut être importante, amène à déconseiller la comparaison.

Une analyse évolutive qui prétend aller au-delà de 1995 devra donc se limiter à quelques branches seulement. Même dans ces circonstances, toutefois, il serait intéressant d'analyser les changements observés dans les branches pour lesquelles on dispose de données comparables.

La lecture du Tableau 4 où l'on compare, pour certaines activités où cela est possible, le nombre de personnes employées dans les années 1990 et 1997, permet de constater l'existence d'une certaine diversité de comportements, bien que la tendance générale aille dans le sens d'une croissance des emplois, laquelle s'est même beaucoup accentuée dans certaines branches.

Ainsi, il faut souligner en premier lieu la dynamique très favorable de branches comme la distribution et la vente d'équipements pour les industries de la musique et l'audiovisuel ou la publicité, avec des taux de variation des emplois de 102,4 et 112,7 % respectivement, valeurs qui, dans le cas de la publicité, correspondent à une augmentation de plus de 4000 postes de travail dans l'ensemble de l'AML. La croissance accélérée de ces 2 branches apparaît d'ailleurs correspondre à l'expansion de la consommation privée, enregistrée au Portugal au cours des années 1990 et qui peut être corroborée par d'autres indicateurs

qui vont aussi dans le sens d'un renforcement du poids de la publicité dans l'économie et à une généralisation de l'accès des familles à l'équipement audiovisuel domestique. Dans le cas spécifique de la publicité, la croissance observée des emplois est associée au renforcement de l'AML dans l'« exportation » de ce type de services vers le reste du pays, étant donné que, s'agissant d'un secteur relativement intensif en connaissance, il a tendance à privilégier les localisations où la main-d'œuvre possède des niveaux de qualification élevés.

Avec des croissances relatives de l'emploi plus modérées que les 2 branches précédentes, tout en présentant toutefois encore des tendances d'évolution favorables, on trouve successivement la production de contenus vidéo (222 nouveaux postes de travail) et l'édition de publications (avec une hausse de 750 actifs). Indépendamment de sa plus ou moins grande capacité d'absorption de nouveaux travailleurs, toutes ces branches ont présenté sur la période considérée des croissances relatives d'emplois, supérieures à la moyenne de l'économie.

Finalement, la projection de films et l'impression ont eu des comportements plutôt différents de celui des branches précédentes. Si on compare le nombre de personnes employées en 1990 et 1997 dans ces activités, on en conclut que la tendance a été à la contraction, avec des pertes des effectifs totaux de travailleurs. Dans le premier cas, ce fut une diminution plutôt légère du nombre de personnes employées (–2,4 %, ce qui équivaut à une perte de 17 actifs seulement), raison pour laquelle il serait plus indiqué de parler de stabilisation plutôt que de réduction de l'emploi. Bien différente fut, toutefois, l'évolution de l'impression de publications, qui a connu sur l'ensemble de l'AML, entre les 2 années repères, une perte supérieure à 1600 travailleurs.

L'évolution de l'emploi du secteur de la projection de films, qui, comme nous l'avons dit, a fini par aboutir globalement à une certaine stabilisation, doit vraisemblablement être le résultat de la combinaison de 2 tendances contradictoires, bien que les 2 soient inhérentes aux procès de modernisation en cours. La première de ces tendances, plus ancienne, qui a commencé plusieurs années plus tôt, est la conséquence de la crise des formes traditionnelles de projection cinématographique, qui enregistre une baisse d'audience régulière, laquelle s'est traduite par des pertes d'emplois, fruit de stratégies de rationalisation des coûts, le *downsizing*, et même par la fermeture de vieilles salles de cinéma (Barata Salgueiro et al., 1985) ; cette stratégie — elle aussi — a été observée tout au long de la dernière décennie². L'autre tendance, assez récente, a consisté à créer de nouveaux postes de travail et est liée à l'émergence, dès les années 1990, de nouvelles formes de projection — le *multiplex*, ou d'autres salles *multi-écrans* proches du modèle du *multiplex* —, mieux adaptées aux goûts du marché, et qui, pour cette raison, sont en passe de devenir des succès³.

² Pour une synthèse des principales tendances de restructuration du secteur audiovisuel, se reporter à Brito Henriques et Thiel (2000).

³ Le concept de *multiplex* ainsi que celui de *multi-écrans* correspondent aux nouvelles formes de projection de films, où plusieurs salles fonctionnent simultanément dans le même local. Le concept de *multiplex* diffère en tout cas de celui de *multi-écran*, non seulement parce qu'il comprend un plus grand nombre de salles (8 écrans ou plus), mais aussi parce qu'il suppose une plus grande exigence au niveau des équipements complémentaires offerts, qui doivent nécessairement inclure des lieux de restauration rapide, des parkings réservés et si possible, un

L'impression de publications est aussi, à sa façon, quoique avec des réflexes beaucoup plus défavorables pour ce qui est de l'évolution des emplois, un autre exemple de secteur en profonde restructuration, en raison notamment du besoin d'adaptation aux changements qui, entre-temps, ont affecté la demande. La crise du marché du livre et de la lecture — qui n'est pas un problème exclusif du Portugal — n'a pas motivé que des stratégies de réponse de la part des librairies, lesquelles sont déjà connues, et ont été décrites (Fonseca et al., 1995). Elle a conduit aussi à ce que, dans la sphère de la « production », des changements soient opérés, avec, comme objectif, la réduction des coûts et la création d'unités plus flexibles et mieux adaptées à un marché où toujours plus de diversité (un plus grand nombre de titres) est exigée, mais à moindre tirage.

L'intégration des nouvelles technologies d'information et de communication est venue en partie répondre à ces défis, notamment en rendant viable la réalisation de tirages plus restreints et en permettant de réduire la main-d'œuvre, diminuant ainsi les coûts du travail. D'un autre côté, avec la généralisation de l'informatique et de la transmission de données par voie électronique, les avantages de la concentration des diverses phases du processus de production de livres, journaux et autres matériels imprimés, ou de leur proximité géographique, n'ont plus de raison d'être, ce qui a favorisé la désintégration spatiale de ces activités. Conséquence de ce phénomène, la tendance de délocalisation de l'impression est renforcée ; celle-ci commence à rechercher de nouvelles implantations dans des zones plus périphériques, y compris hors de l'AML (dans la région péri-urbaine et même dans des villes de province), où les prix fonciers sont inférieurs, les conditions de circulation, meilleures, et la main-d'œuvre, moins chère.

La chute brutale de l'emploi observée dans les activités de l'impression dans l'AML entre 1990 et 1997 doit être interprétée à la lumière de ces changements. Elle est associée, en premier lieu, à un ensemble d'innovations technologiques qui ont été introduites entre-temps, dans un effort de modernisation qui a permis de réduire la main-d'œuvre ; d'un autre côté, elle résulte aussi de mesures spécifiques de rationalisation de l'emploi, procès qu'a grandement favorisé la privatisation de la presse quotidienne, en introduisant dans le secteur des critères de productivité plus exigeants, favorisant ainsi une tendance à la centralisation de la presse dans de grands groupes économiques (Coste-Cerdan et Schmutz, 1994 ; Rebelo, 1995).

Une stratégie non moins importante dans la restructuration de cette activité fut, finalement, la déconcentration de la production. De 1990 à 1997, comme on le constate à partir de

play center. Dans le cas portugais, les *multiplex* sont apparus, associés aux centres commerciaux de la dernière génération. (Pour une introduction aux conséquences territoriales de cette forme récente de cinéma, voir Blin, 1999, qui donne une analyse du cas français). On peut dire que la modernisation du secteur de la projection, spécialement au cours de cette dernière décennie, avec l'apparition des *multiplex* et la diffusion d'autres structures qui, bien que n'offrant pas un aussi grand nombre d'écrans, partagent en partie la même philosophie, a déjà produit ses effets. On assiste à une inversion de la tendance de chute des ventes de billets depuis 1993. C'est justement dans la philosophie qui sous-tend ces nouveaux types de cinémas qu'on trouve une des justifications de leur succès apparent. Contrairement aux cinémas conventionnels, où la qualité et les caractéristiques du film constituent l'unique ressource en jeu, dans les *multiplex* et assimilés, on ne cherche pas seulement à vendre le film mais aussi une idée plus globale du « divertissement », dans laquelle le film en lui-même n'est qu'un des composants. D'où la tendance à ce que les cinémas soient associés à un *play center* ou à des complexes de restauration, imitant les attributs des foires et des parcs de divertissement (le pop-corn, les lumières psychédélics, l'utilisation de la musique disco dans les *foyers*, etc.).

Tableau 5

Degré de concentration géographique (*G*) de l'emploi dans quelques branches du secteur culturel dans les collectivités locales de l'AML, 1990 et 1997

| Branche d'activité | Indice de Gini | |
|--|----------------|-------|
| | 1990 | 1997 |
| Édition | 0,964 | 0,930 |
| Impression | 0,838 | 0,758 |
| Production de contenus vidéo ^(a) | 0,983 | 0,961 |
| Vente d'équipement pour l'audiovisuel ^(b) | 0,905 | 0,878 |
| Distribution et projection de contenus | 0,925 | 0,803 |
| Publicité ^(c) | 0,915 | 0,861 |

a, b, c) Voir Tableau 4.

Source : MTS (tableaux des effectifs)

la comparaison des indices de Gini, le taux de concentration géographique des emplois de l'impression diminue (Tableau 5). À côté d'importantes pertes d'emplois observées dans la ville de Lisbonne (– 2543 travailleurs, ce qui équivaut à une variation de – 40,5 %), et malgré une diminution bien moindre dans d'autres collectivités locales densément urbanisées (Setúbal et Amadora), on observe des croissances significatives du nombre de travailleurs dans nombre de collectivités locales suburbaines (la plus forte étant enregistrée à Loures, situé au nord de Lisbonne, qui gagne dans cette branche 510 actifs), même si les gains cumulés ne parviennent pas à compenser les pertes constatées dans la capitale.

En tout cas, la déconcentration ne correspond pas, comme on peut en conclure des Tableaux 5 et 6, à une tendance exclusive de l'évolution dans les activités de l'impression. Quelle que soit la branche considérée, on observe, tout au long de la période analysée, une diminution qui reste légère du degré de concentration géographique de l'emploi. Dans les branches où l'expansion est la plus nette, comme la publicité ou la vente d'équipement pour les industries de la musique et de l'audiovisuel, cette tendance apparaît comme le résultat d'une croissance de forme dite plus diffuse, touchant aussi bien les villes avec des localisations centrales, que des collectivités locales plus périphériques. Dans les branches restantes, bien que l'évolution soit plus contrastée et que les phénomènes de croissance aient été plus rares dans les collectivités locales, ce sont les collectivités locales périphériques qui ont eu les comportements les plus favorables, fait qui paraît corroborer l'idée qu'il y aurait eu des processus de délocalisation et de migration d'activités depuis la ville de Lisbonne.

La comparaison des comportements observés dans les diverses collectivités locales au cours de la période analysée permet de détecter ainsi, en synthèse, différents types de situations. La première, et la plus favorable, correspond au comportement des collectivités locales de la périphérie nord de Lisbonne, qui, en général, se caractérisent par de meilleurs accès à la capitale, et particulièrement — comme nous l'avons dit — regroupant des collectivités locales de la couronne interne de l'AML (d'Oeiras–Cascais à Vila Franca de Xira, en passant par Sintra et Loures), qui présentent des évolutions positives dans la plupart des branches dont la variation de l'emploi est connue.

Bien que toutes les municipalités se distinguent par une évolution positive, Oeiras et Cascais, situées à l'ouest de la ville de Lisbonne, avec un cadre environnemental et paysager que l'on peut qualifier de favorisé, bien desservies en accès rapides à la ville de Lisbonne (autoroute et chemin de fer) et — ce qui n'est négligeable — disposant d'une

Tableau 6

Dynamique de l'emploi dans quelques branches du secteur économique de la culture dans les collectivités locales de l'AML, 1990–1997

| | Édition | Impression | Production de contenus vidéos ^(a) | Vente d'équipement pour l'audiovisuel ^(b) | Distribution et projection de contenus | Publicité ^(c) |
|------------|---------|------------|--|--|--|--------------------------|
| Alcochete | | | | | | |
| Almada | ++ | + | | | | ++ |
| Amadora | ++ | - | | | - | ++ |
| Azambuja | | | | | | |
| Barreiro | | ++ | | | | |
| Cascais | -- | ++ | ++ | ++ | ++ | ++ |
| Lisboa | | -- | ++ | ++ | - | ++ |
| Loures | ++ | ++ | | ++ | -- | ++ |
| Mafra | | ++ | | | | ++ |
| Moita | | ++ | | | | |
| Montijo | | ++ | | | | ++ |
| Oeiras | ++ | ++ | ++ | ++ | | ++ |
| Palmela | | | | | | ++ |
| Seixal | | ++ | | | | ++ |
| Sesimbra | | | | | | |
| Setúbal | | - | | | -- | |
| Sintra | ++ | | | ++ | ++ | ++ |
| V. F. Xira | | ++ | | ++ | ++ | ++ |

++, variation $\geq 25\%$ et ≥ 10 actifs ; +, variation $\geq 5\%$ et ≥ 10 actifs ;

--, variation $\leq -25\%$ et ≤ -10 actifs ; variation $\leq -5\%$ et ≤ -10 actifs.

a, b, c) Voir Tableau 4.

Source : MTS (tableaux des effectifs).

main-d'œuvre plus qualifiée (elles correspondent aux zones d'expansion suburbaine traditionnelle des classes moyennes et de la haute société), se détachent légèrement des autres et affichent une croissance importante de l'emploi (supérieure à 25 %) dans un plus grand nombre de branches. Dans la production de contenus vidéo, branche qui, parmi celles considérées dans cette analyse évolutive, demande les exigences les plus élevées en termes de qualification de la main-d'œuvre, ainsi qu'une sophistication technique plus poussée, ces collectivités locales ont d'ailleurs été les seules, avec Lisbonne, à avoir enregistré une croissance marquée.

Beaucoup moins favorable fut l'évolution de l'emploi dans les collectivités locales de la rive sud du Tejo, qui ont connu un processus de suburbanisation plus tardif et dont le développement a dépendu, dans le passé, d'une spécialisation industrielle. Dans l'ensemble de la péninsule de Setúbal, compte tenu de la connaissance qu'on peut avoir de son évolution, très peu de collectivités locales ont connu une croissance de l'emploi dans les branches du SEC, et même dans peu d'activités. On ne peut donc pas dire, concernant la péninsule de Setúbal, que l'on soit en face d'une composante de l'AML spécialement attractive pour les nouvelles activités du SEC, ni que jusqu'alors elle ait été une bénéficiaire

privilegiée des processus de déconcentration de l'emploi⁴. Il en va un peu différemment du cas de la collectivité locale d'Almada — où se situe le principal centre urbain de l'arc riverain méridional du Tage, privilégié par la liaison routière à la ville de Lisbonne depuis les années 1960 (pont du 25-Avril) et où donc l'établissement de rapports de complémentarité avec la métropole fut plus précoce —, laquelle, pour certaines fonctions comme l'édition de publications, semble désormais réunir les conditions pour s'affirmer comme une alternative à la capitale.

Finalement, l'évolution de l'emploi dans la ville de Lisbonne présente une situation contrastée, dans laquelle s'associent croissance dans quelques branches et stagnation, voire perte d'emploi, dans d'autres. Ainsi, s'il est certain que des activités plus dépendantes du marché, correspondant à des fonctions centrales, comme la vente d'équipements pour les industries de la musique et de l'audiovisuel, Lisbonne continue à réunir des avantages évidents, il n'en est pas moins vrai que pour beaucoup d'activités des alternatives intéressantes commencent à surgir (quelquefois plus avantageuses), dans des localisations périphériques où elles peuvent bénéficier de l'amélioration des accès et de l'augmentation des mobilités.

2.2. Préférences locatives

Le fait que l'emploi ait évolué d'une forme territorialement différenciée au cours des années 1990, avec des comportements contradictoires dans diverses municipalités de l'AML, attire l'attention sur l'importance de la dimension géographique dans l'analyse du *SEC*, vu qu'on est amené à conclure que son développement n'est pas indépendant des conditions locales, i.e. des caractéristiques spécifiques des territoires. L'analyse de la distribution des établissements et de l'emploi dans l'ensemble des activités du *SEC*, par collectivité locale, corrobore largement cette idée, en rendant compte de l'existence de déséquilibres entre les collectivités locales (Figs. 1, 2).

Ainsi, comme signe de ces contrastes, on a, en premier lieu, l'opposition entre Lisbonne et le reste de l'AML. Que l'on prenne en compte la distribution de l'emploi ou des établissements, ce que l'on obtient, c'est un modèle géographique très déséquilibré, dans lequel se détache la collectivité locale de Lisbonne comme principal pôle de concentration d'activités du *SEC* : il est à remarquer que, sur le total des emplois recensés dans ce secteur en 1997, plus de la moitié était localisée à Lisbonne (56,1 %), à l'image d'ailleurs de ce qui se passait avec les établissements (53,9 %).

Un autre contraste, quoique moins marqué, que l'on peut détecter dans l'analyse « régionalisée » de ces données, oppose les collectivités locales de la rive nord et celles de la rive sud du Tage. Même en excluant la capitale, on constate que les collectivités locales de la rive nord concentrent un nombre de personnes employées dans les activités de la culture plutôt supérieur à celles de la rive sud, ce qui correspond en 1997, respectivement, à 31,9 et 12,0 % du total. Si l'on prenait en compte le nombre d'établissements au lieu de l'emploi, on obtiendrait une disproportion semblable, bien qu'un peu supérieure, avec les

⁴ La fabrication d'équipements doit être une exception (industrie de la musique et de l'audiovisuel), dont l'emploi a augmenté dans la péninsule de Setúbal (cas de la Ford électronique à Palmela), mais il est impossible d'en connaître statistiquement l'évolution.

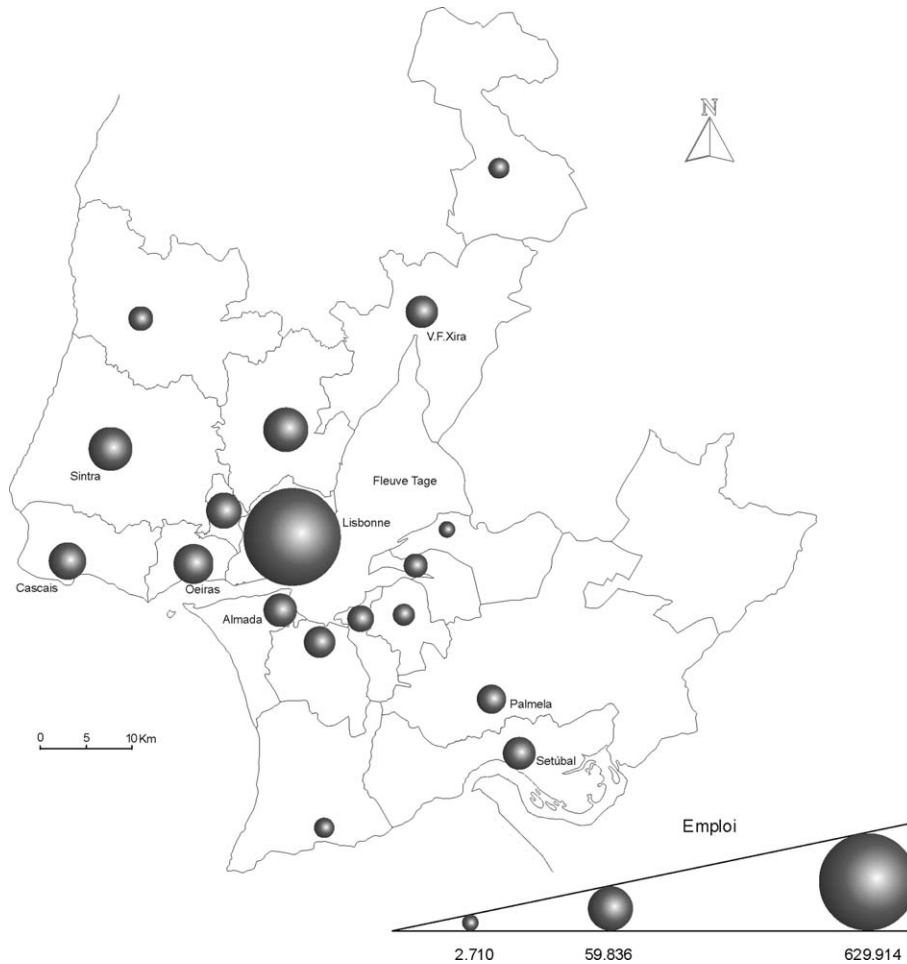


Fig. 1. Personnes employées dans le secteur de la culture dans les collectivités locales de l'AML en 1997.

collectivités locales de la rive nord qui concentrent 35 % des établissements (88,9 % avec Lisbonne) et celles de la rive sud seulement 11,1 %. Après Lisbonne, ce sont donc les collectivités locales situées dans les environs immédiats ou jouissant des meilleurs accès routiers à la capitale — Oeiras, Cascais, Sintra, Amadora et Loures, sur la rive nord ; Almada, dans la péninsule de Setúbal —, qui présentent les plus forts effectifs de travailleurs dans le *SEC* (de 1500 à 3200 travailleurs à peu près) et le plus grand nombre d'établissements.

En résumé, ces observations suggèrent que la distribution des activités du *SEC*, ainsi que celle de l'emploi que ces dernières génèrent ne s'éloignent pas beaucoup du modèle général de la localisation des activités économiques dans l'AML. Conformément à ce qui se passe dans les autres secteurs de l'économie, notamment dans le tertiaire, il y a aussi dans le *SEC* une tendance nette à la raréfaction de l'emploi au fur et à mesure que l'on avance vers la périphérie : son offre apparaît fortement concentrée et très polarisée par Lisbonne. La

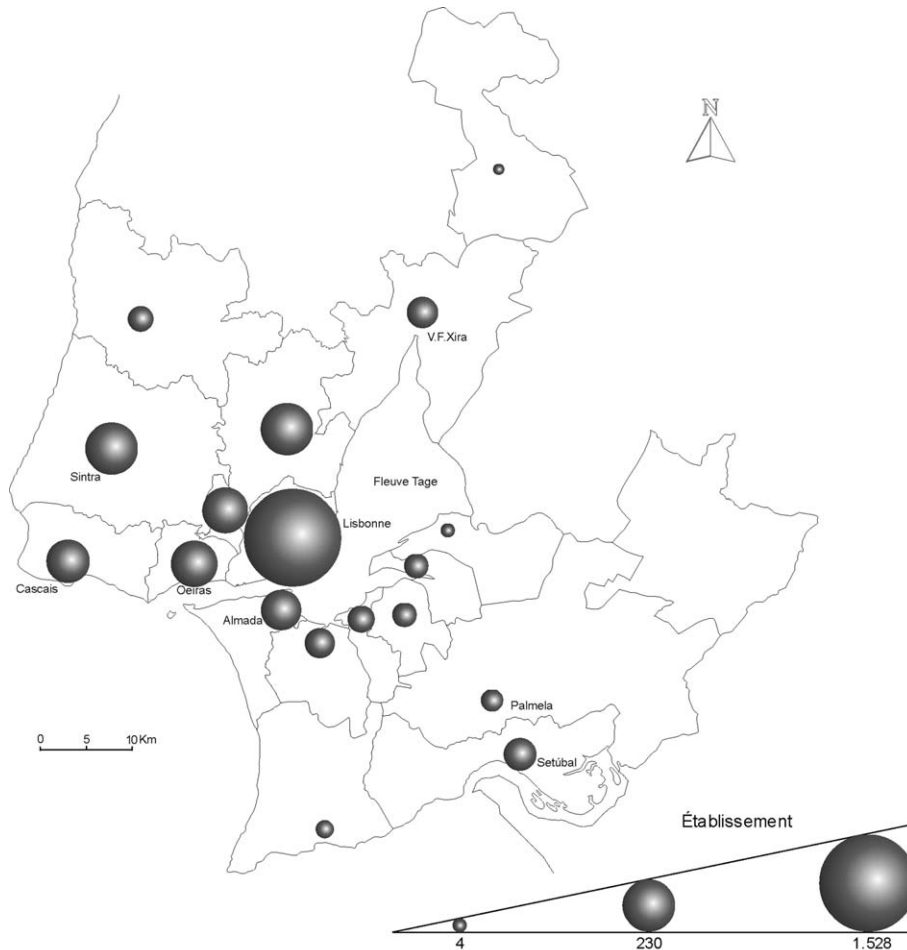


Fig. 2. Établissements du secteur économique de la culture dans les collectivités locales de l'AML en 1997.

grande ressemblance détectée entre le modèle de distribution des activités économiques en général, et celui des activités du *SEC* en particulier, prouve, en fin de compte, l'importance de la centralité et des économies d'agglomérations dans leur localisation⁵, mais cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas de différences ou de décalages entre les 2 types de distribution, ou que, sous leur apparente coïncidence, on ne puisse pas trouver des préférences de localisations particulières. Une façon de vérifier l'existence de ces particularités et de déterminer leur nature consiste à comparer le poids relatif du *SEC* dans l'emploi des

⁵ À propos de l'importance de la centralité dans la localisation des services culturels, voir, par exemple, Heilbrun (1991), où il est démontré, à partir d'une étude de cas aux États-Unis, que les activités artistiques notamment ont tendance à se comporter comme des fonctions typiques des lieux centraux. D'autre part, Storper et Christopherson (1987), dans une des premières études de géographie sur les industries culturelles, ont souligné l'importance des économies d'agglomération dans leur localisation.

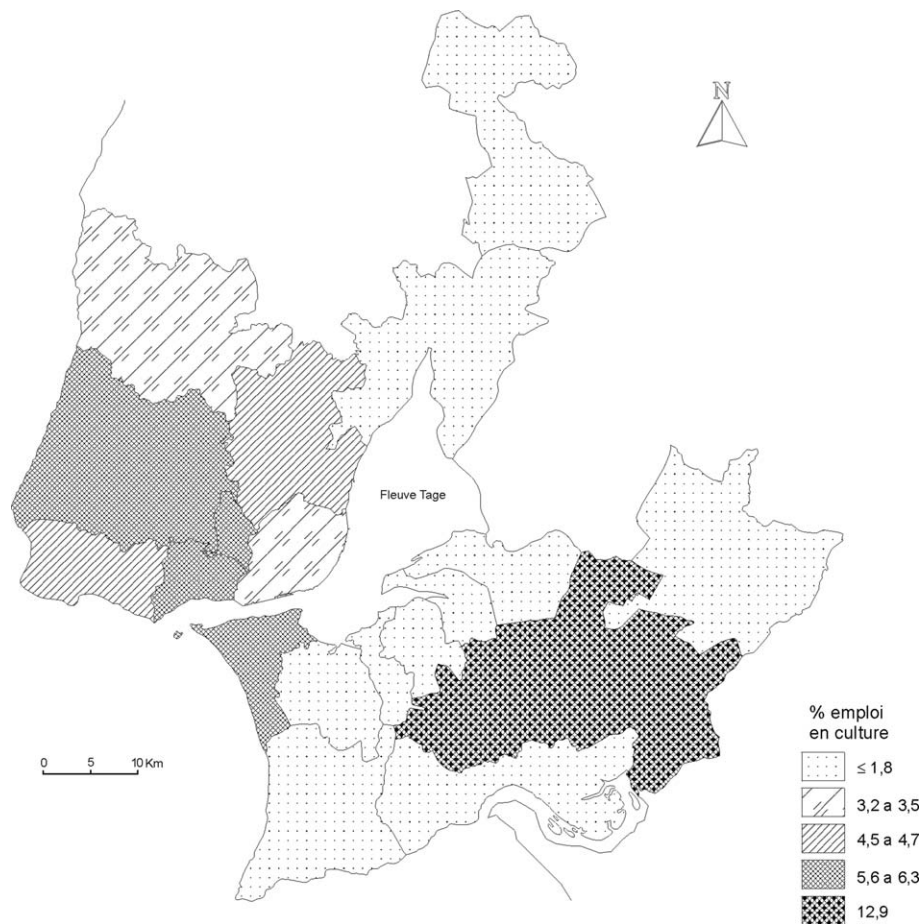


Fig. 3. Poids relatif (%) du secteur économique de la culture dans l'emploi des collectivités locales de l'AML (1997).

diverses collectivités locales ; en effet, si une coïncidence parfaite entre les 2 modèles de distribution était vérifiée, on aurait une valeur constante.

Cependant, dans la Fig. 3 où l'on présente cette information, on observe des variations sensibles entre le poids relatif du *SEC* dans les diverses collectivités locales. Ainsi nous avons, d'un côté, presque la totalité des collectivités locales de la péninsule de Setúbal, ainsi que l'axe Vila Franca de Xira-Azambuja — un couloir industriel disposé le long de la rive nord du Tage, en amont de Lisbonne — où ces activités ont un faible poids dans l'emploi global, inférieur même à la proportion obtenue pour l'AML dans son ensemble, ne dépassant jamais les 2 %. D'un autre côté, contrastant avec la situation observée dans ces collectivités locales, émergent les collectivités locales autour de la ville de Lisbonne et plus particulièrement celles du secteur occidental (Sintra, Amadora et Oeiras), ainsi qu'Almada, sur la rive sud. Elles ressortent parce qu'elles affichent un poids relatif important du *SEC* dans l'emploi total, avec des valeurs proches de 6 %.

Il y a ici encore 2 détails qui méritent d'être mentionnés. L'un est le cas de Lisbonne, où le rôle du *SEC* dans l'offre d'emploi n'est pas spécialement important, étant même inférieure à la valeur moyenne de l'AML, bien que ce soit la collectivité locale ayant la plus forte concentration d'emplois dans ces activités (en termes absolus). L'autre cas est Palmela, qui illustre une situation anormale pour une raison contraire : à cause du poids relatif élevé que prennent les activités du *SEC* dans l'emploi total. Ce qui est réellement en cause dans ce cas, toutefois, c'est la forte spécialisation de la collectivité locale dans l'industrie automobile et les composants, la situation observée est due à l'existence d'un petit nombre de grands établissements industriels qui emploient des effectifs importants et qui opèrent dans la branche de l'électronique grand public (autoradios).

L'observation de ces situations nous pousse à conclure que, nonobstant l'importance de la centralité parmi les facteurs de localisation des activités du *SEC*, il y a d'autres variables qui jouent ou commencent à jouer dans les choix de localisation. L'analyse menée permet de vérifier notamment que les zones de la périphérie immédiate de Lisbonne, où l'on bénéficie encore d'une certaine centralité, mais où les problèmes découlant de l'intensité de l'occupation de l'espace ne sont pas aussi graves que dans la capitale, et où le prix des terrains n'est, par conséquent, pas aussi élevé, tendent à devenir attractives pour l'implantation des activités du *SEC*, et que leurs indices montrent déjà une certaine spécialisation (il suffit de voir que des branches, comme celle de l'impression, celle de la TV ou de la production de contenus vidéo — pour ne citer que quelques exemples — peuvent être de grands consommateurs d'espace...). L'augmentation de la mobilité, avec la généralisation de la voiture et l'amélioration des accès, est un autre facteur qui favorise cette tendance de dispersion dans la couronne de la banlieue, où se forment de nouveaux noyaux d'activités du *SEC*, phénomène observé également dans d'autres capitales européennes (Söderlind, 2000). Un dernier aspect qu'il convient de souligner vient de ce que les banlieues industrielles, plus prolétarisées, semblent révéler une plus grande difficulté pour capter ce type d'activités (se reporter au cas de Vila Franca de Xira et de la majorité des collectivités locales de la péninsule de Setúbal).

3. Perspectives et implications pour l'organisation de l'espace métropolitain

L'exemple de l'AML démontre que le *SEC* a rencontré aussi dans les principales agglomérations urbaines des régions périphériques des conditions favorables de développement. Le poids relatif que ce secteur détient dans l'ensemble de l'emploi de l'AML n'est pas très différent des chiffres qui ont été avancés pour d'autres régions urbaines de pays centraux. La dynamique révélée par le secteur permet, d'ailleurs, d'envisager avec optimisme l'avenir du *SEC* et son rôle de restructuration économique et territoriale de l'AML. On ne peut pas prévoir clairement si ce secteur deviendra, dans le futur, l'un des piliers de la base économique régionale, bien que l'AML, comparativement à d'autres régions portugaises, affiche déjà une spécialisation dans ces activités. Mais on peut vraisemblablement penser que, localement, dans certaines collectivités locales ou zones plus circonscrites de certaines collectivités locales, le *SEC* puisse contribuer positivement à la revalorisation fonctionnelle et urbanistique et y jouer le rôle d'un instrument efficace des politiques urbaines.

A priori, c'est pour la ville de Lisbonne que s'ouvrent les plus grandes opportunités, avec l'expansion du *SEC* dans l'ensemble de l'AML, c'est cette collectivité locale qui

continue à réunir les conditions les plus favorables pour la localisation de ces activités. On a constaté qu'au cours des années 1990 encore, nonobstant une certaine affirmation des périphéries et une croissance de leur compétitivité, Lisbonne a continué de capter de nouvelles activités et des emplois, en particulier dans les secteurs les plus innovateurs et à croissance très rapide, comme la publicité et l'audiovisuel.

La croissance des activités du *SEC* représente un espoir surtout dans le processus de revitalisation des quartiers historiques et dans la reconversion d'anciennes zones industrielles en difficulté. Les galeries d'art, les magasins de produits de *design*, les antiquaires, les *agences* d'architecture et les librairies spécialisées, qui sont des activités qui tirent un bénéfice de l'image spécifique des zones historiques et gagnent du prestige en y étant implantés, illustrent des fonctions qui peuvent contribuer à la rénovation et à la requalification fonctionnelle et urbanistique des zones plus anciennes de la ville. Des exemples comme celui du quartier historique du Bairro Alto, d'ailleurs, le prouvent déjà. Pour d'autres activités, comme les médias et l'audiovisuel, les multimédias, ou encore les écoles des beaux-arts et salles pour les répétitions d'orchestre et des compagnies de danse, qui ont de plus grands besoins d'espace et auxquelles une certaine image de modernité postmoderne ne déplaît pas, les vieilles usines ou les entrepôts abandonnés sont une alternative intéressante et viable pour leur localisation. Dans Lisbonne, de façon plus ou moins spontanée, sans le cadre d'une politique proprement dite de reconquête des espaces industriels, des signes allant dans ce sens se sont esquissés au cours des années 1990. Des cas comme la réoccupation de l'usine *Standard Eléctrica*, à Alcantara (un vieux quartier industriel de Lisbonne), où se trouve le siège actuel de l'orchestre métropolitain de Lisbonne et l'école métropolitaine de musique, ou de l'ancienne usine de la Sidul, une grande unité de la branche alimentaire, elle aussi à Alcantara, où aujourd'hui fonctionnent, en régime de location, des *ateliers* d'architectes et de *designers*, des entreprises du secteur de l'audiovisuel, de la publicité, etc., sont des exemples d'initiatives pionnières dans la reconversion et la valorisation d'espaces industriels abandonnés ou obsolètes.

La latitude de Lisbonne de profiter efficacement des opportunités que l'évolution du *SEC* semble offrir dépendra cependant de sa capacité de réponse à un ensemble de localisations concurrentielles qui ont commencé entre-temps à apparaître. Comme nous l'avons vu, la déconcentration géographique du *SEC*, en particulier au profit des périphéries proches, était déjà une tendance visible au cours des années 1990. Le durcissement de la concurrence livrée par des banlieues pour capter des activités culturelles, aussi bien de production que de consommation, a parmi ses causes non seulement l'augmentation de la mobilité, qui déprécie la proximité du marché, mais aussi la hausse des loyers dans les centres-villes, où la progression de la rénovation urbaine laisse de moins en moins d'espace pour les activités culturelles, en particulier celles qui sont les plus risquées ou dont la rentabilité est plus faible, comme cela a été démontré également pour d'autres agglomérations urbaines (Söderlind, 2000).

Dans le cas de l'AML, l'effet de la concurrence de ces nouvelles localisations « semi-centrales » est accentué par l'anticipation de quelques villes de la périphérie qui ont élaboré des politiques d'aide à la création et à la captation d'activités du *SEC*. La spécialisation d'Oeiras en « technologies et arts visuels », par exemple, ne découle pas uniquement de ses atouts en termes de bonne accessibilité — ce qui a pu être déterminant dans la décision de la SIC (1 des 2 chaînes de télévision privées qui opèrent dans le domaine hertzien) —, mais

aussi d'une certaine image *high tech* que la collectivité locale a réussi à construire et à diffuser, en grande partie sous l'effet du parc technologique *Tagus Park*. L'adoption d'infrastructures d'information et de communication modernes et l'existence d'institutions d'I&D, ayant des projets dans le domaine de l'informatique, peuvent être des critères importants pour le développement d'activités créatives et innovatrices comme le multimédia et le *design*, qui incorporent un savoir-faire de pointe dans leurs applications. L'installation de la SIC à Carnaxide (dans la collectivité locale d'Oeiras) a créé, quant à elle, de nouvelles opportunités de marché pour les petites entreprises de branches similaires comme la production de contenus vidéo, l'information et la communication, la publicité, les arts graphiques, etc.

Le pari d'Oeiras, par l'aide accordée aux activités du *SEC* dans des domaines encore expérimentaux ou ayant une plus grande exigence technologique, continue. L'inauguration du *Centro de Experimentação Artística–Lugar Comum* (centre d'expérimentation artistique), en 2000, dans les locaux de l'ancienne usine de poudre de Barcarena, représente un pas supplémentaire dans l'affirmation de cette collectivité locale comme espace d'innovation artistique dans le cadre de l'AML. Le centre, dont les installations ont été partiellement financées par le programme d'initiative communautaire Konver, dispose d'environ 2000 m² qui fonctionnent comme « laboratoire » d'essai et d'expérimentation de projets artistiques, destiné surtout aux jeunes créateurs : espaces pour la répétition de spectacles de danse, studios avec des équipements d'enregistrement digital d'image et de son, ainsi que de production et de montage vidéo, et même des salles équipées pour la réalisation de projets dans le domaine multimédia.

Les perspectives d'évolution du *SEC* dans l'AML semblent se dessiner, par conséquent, vers la croissance, mais une croissance dans le cadre d'une compétition plus rude entre les divers composants de ce territoire pour capter de nouvelles activités. Dans ce scénario, où toutes les activités n'auront pas tendance à croître au même rythme dans la ville de Lisbonne, il est naturel que la capitale se spécialise dans les branches pour lesquelles elle réunit ou semble réunir les avantages compétitifs les plus décisifs. Ainsi, le futur semble devoir passer par l'affirmation de la ville de Lisbonne comme centre principal d'offre d'activités liées à la consommation culturelle et au travail artistique, allant des salles de spectacles aux galeries d'art, des compagnies de danse aux *ateliers* d'artistes, y compris des secteurs technocratifs qui peuvent bénéficier plus directement du marché des entreprises, comme la publicité, le *design* et les arts graphiques. Pendant ce temps, nous assisterons à la confirmation des spécialisations qui se dessinent déjà aujourd'hui dans la périphérie, que ce soit l'audiovisuel et les multimédias dans le secteur d'Oeiras–Cascais, ou le livre et la presse dans le secteur de Loures–Amadora–Sintra, ainsi que l'apparition de nouveaux centres dispersés, à proximité ou le long des voies express et des autoroutes, où se fera une part importante de la consommation culturelle de masse et du divertissement, comme le projet en cours de réalisation d'un grand *multiplex* à Almada en est l'exemple.

Références

- Arbeitsgemeinschaft Kulturwirtschaft, 1999. Kulturwirtschaft in Nordrhein-Westfalen – 3. Kulturwirtschaftsbericht. Düsseldorf, Minister für Wirtschaft und Mittelstand, Technologie und Verkehr des Landes Nordrhein-Westfalen.

- Barata Salgueiro, T., et al., 1985. “Dos animatógrafos ao cinebolso: 80 anos de cinema em Lisboa”. *Finisterra – Revista Portuguesa de Geografia* XX (40), 379–397.
- Blin, E., 1999. « Les multiplexes cinématographiques : un nouvel enjeu territorial ». *Annales de Géographie* 606, 151–169.
- Brito Henriques, E., 2000. As indústrias culturais e o sector económico da cultura: questões conceptuais e metodológicas. *Apontamentos de Geografia – Série Investigação*, 3. CEG, col., Lisboa 20 pp.
- Brito Henriques, E., Thiel, J., 1997. “Culture, innovation and periphery: a theoretical sketch and some evidence from different Portuguese contexts”. *Finisterra – Revista Portuguesa de Geografia* XXXII (64), 45–70.
- Brito Henriques, E., Thiel, J., 2000. “The cultural economy of cities: a comparative study of the audiovisual sector in Hamburg and Lisbon”. *European Urban and Regional Studies* 7 (3), 255–271.
- Brown, A., O’Connor, J., Cohen, S., 2000. “Local music policies within a global music industry: cultural quarters in Manchester and Sheffield”. *Geoforum* 31 (4), 437–451.
- Costa, P., 1999. “Efeito de “meio” e desenvolvimento urbano. O caso da fileira da cultura”. *Sociologia – Problemas e Práticas* 29, 127–149.
- Coste-Cerdan, N., Schmutz, B., 1994. « Les investisseurs dans les médias ». *Médiaspouvoirs* 36, 52–61.
- DG X/CE, 1998. *Culture, the Cultural Industries and Employment*. Comission Staff working paper, Bruxelas.
- Dziembowska-Kowalska, J., Funck, R., 1999. “Cultural activities: source of competitiveness and prosperity in urban regions”. *Urban Studies* 36 (8), 1381–1398.
- ETCD, 1997. *In from the margins – a contribution to the debate on Culture and Development in Europe*. Council of Europe Publishing, Estrasburgo.
- Fonseca, M.L., et al., 1995. “Ao encontro dos leitores: inovação e novas localizações das livrarias de Lisboa”. In: Fonseca, M.L. (Ed.). *Abordagens Geográficas*, EPRU 42, Lisboa, CEG, Lisboa, pp. 39–51.
- Haarich, S., Lenfers, E., 2000. “Publicly supported cultural infrastructure and the cultural industries in Bilbao”. In: Gnad, S., Siegmann, J. (Eds.), *Culture Industries in Europe: Regional Development Concepts for Private-sector Cultural Production and Services*. Min. für Wirtschaft und Mittelstand, Technologie und Verkehr des Landes Nordrhein-Westfalen, Dusseldorf, pp. 119–125.
- Heilbrun, J., 1991. “Art and culture as Central Place Functions”. *Urban Studies* 29 (2), 205–215.
- Hudson, R., 1995. “Making music work? Alternative regeneration strategies in a deindustrialized locality: the case of Derwentside”. *Transactions, Institute of British Geographers* 20, 460–473.
- Rebello, J., 1995. “Os caminhos sinuosos do audiovisual na Europa”. *Vértice* 67, 67–72.
- Ruggiero, L., 1999. “Il ruolo dell’arte e della cultura nel cambiamento delle città europee. Dalle politiche alla pianificazione culturale”. *Rivista Geografica Italiana CVI* (1), 109–150.
- Scott, A.J., 1996. “The craft, fashion, and cultural-products industries of Los Angeles: competitive dynamics and policy dilemmas in a multisectoral image-producing complex”. *Annals of the Association of American Geographers* 86 (2), 306–323.
- Scott, A.J., 1997. “The cultural economy of cities”. *International Journal of Urban and Regional Research* 21 (2), 323.
- Storper, M., Christopherson, S., 1987. “Flexible specialisation and regional industrial agglomeration: the case of U.S. motion picture industry”. *Annals of the Association of American Geographers* 77 (1), 104–117.
- Söderlind, J., 2000. “Culture as soft city infrastructure: placemaking strategies for ‘urban mine canaries’”. In: Gnad, S., Siegmann, J. (Eds.), *Culture Industries in Europe: Regional Development Concepts for Private-sector Cultural Production and Services*. Düsseldorf, Min. für Wirtschaft und Mittelstand, Technologie und Verkehr des Landes Nordrhein-Westfalen, pp. 135–144.
- Zukin, S., 1995. *The cultures of cities*. Blackwell, Oxford.